

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 10 janvier 2020**

Délibération n° : 04-2020

Objet : Création d'emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité au tableau des effectifs non permanents (délibération ponctuelle – article 3-1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié) pour l'année 2020.

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Il appartient donc au Conseil Syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Conformément à la rubrique 210 de la nomenclature annexée à l'article D1617-19 (décret 2016-33 du 20/01/2016) du Code Général des Collectivités Territoriales fixant la liste des pièces justificatives afférentes à leurs dépenses et pour faire suite à la demande du Trésorier d'Audenge alertant sur la nécessité de délibérer ponctuellement dans le cadre de la création d'emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité, et ce en dépit d'une délibération de principe autorisant ce type de recrutements ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et notamment son article 3-1 ;

Vu la délibération de principe n°36-2017 en date du 8 décembre 2017 autorisant le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, au titre de l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Considérant que depuis la demande du Trésor Public en date du 4 mai 2018, il convient de désormais délibérer pour toutes les créations d'emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité pour l'année 2020 ;

Considérant qu'en raison d'un accroissement temporaire d'activité et afin d'assurer le bon fonctionnement de certains pôles, il y a lieu de créer 1 emploi non permanent de Technicien Principal de 2ème classe (catégorie B) pour un accroissement temporaire d'activité, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (à savoir par le biais d'un contrat d'une durée maximale de douze mois pendant une même période de 18 mois consécutifs) ;

Considérant les besoins de personnel et compte tenu des postes vacants à ce jour en gestion portuaire (un poste de cat A et un poste de catégorie B) générant de fait un accroissement temporaire d'activité ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité pour assurer des missions de responsable technique du Bureau de la Gestion Portuaire ;

Cette délibération a donc pour objectif de valider le tableau des effectifs non permanents actualisé. Ce dernier annexé à la présente délibération vise à répondre aux besoins du SMPBA en terme de ressources.

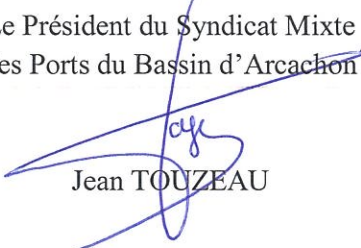
Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 10 janvier 2020:

- Décide la création au tableau des effectifs non permanents du SMPBA d'un poste de responsable du Bureau Technique de la Gestion Portuaire pour un accroissement temporaire d'activité à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires à temps complet appartenant au cadre d'emplois des techniciens territoriaux au grade de technicien principal de 2^{ème} classe de la catégorie B de la filière technique ;
- Dit que la rémunération de cet agent contractuel, ci-dessus cité, sera fixée sur la base des grilles indiciaires en vigueur relevant du grade des cadres d'emplois des techniciens territoriaux ;
- D'adopter le tableau des effectifs non permanents actualisé, tel que présenté, ci-après à la date du présent conseil syndical ;
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la date du présent conseil syndical.

Fait et délibéré à Arès, le 10 janvier 2020.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

Le Président,

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.